

Scène de marché
à Lagos.

L'AFRIQUE SE RASSEMBLE

L'intégration de l'Afrique subsaharienne se poursuit :
c'est bon pour la croissance, mais pas sans risques

Francisco Arizala, Matthieu Bellon et Margaux MacDonald

De nos jours, les rumeurs de guerres commerciales vont bon train, mais le continent africain s'engage dans la voie inverse. Après deux années de négociations, les représentants d'un grand nombre de pays africains ont signé à Kigali, le 21 mars 2018, l'accord sur la Zone de libre-échange continentale, lors d'un sommet extraordinaire de l'Union africaine. Cet accord vise-t-il à remédier à la stagnation calamiteuse de l'intégration économique, ou à remettre rapidement l'intégration régionale sur la bonne voie ?

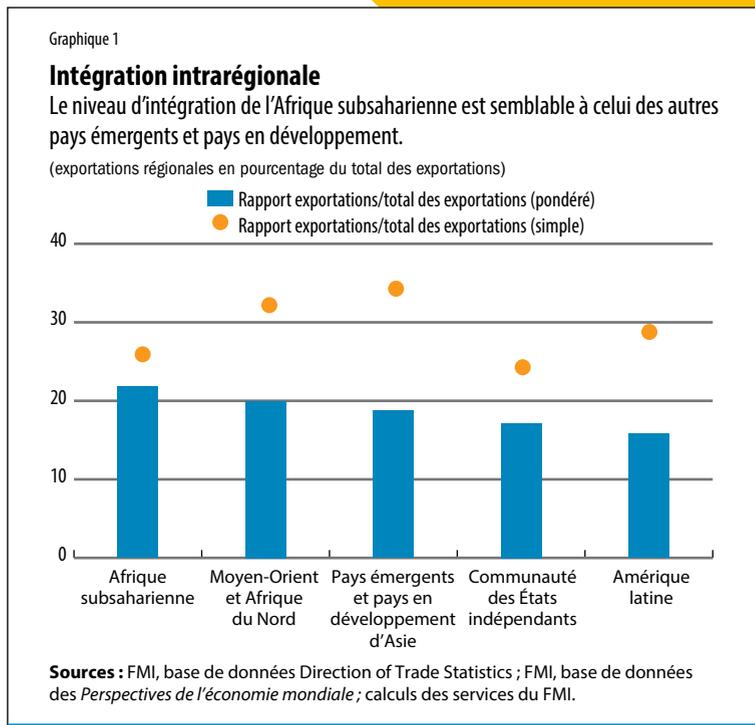
Au vu de la masse énorme de liens qui se tissent dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne et des statistiques établies par le FMI sur le commerce

bilatéral de la région qui éclairent nos récents travaux, c'est la deuxième réponse qui est la bonne. Nous soutenons, preuve à l'appui, que le sous-continent est désormais bien plus intégré de nos jours qu'auparavant. Cela peut paraître surprenant, mais le niveau d'intégration de l'Afrique subsaharienne est en fait comparable à celui des autres pays émergents et pays en développement du monde (graphique 1).

S'il est vrai que le resserrement des liens économiques entre les pays est un bon augure du développement et un constat prometteur pour la croissance, l'avenir est aussi semé d'écueils. L'interconnexion plus étroite des pays peut les exposer à la bonne fortune des autres, comme à la mauvaise.

Sur le plan positif, le resserrement des liens économiques entre les pays tire la croissance vers le haut du fait que les grands pays en rapide expansion entraînent les autres dans leur sillage. Inversement, une étroite interconnexion peut exposer les petits pays à la récession de ses partenaires. Cela se vérifie dans les faits : après deux décennies de vigoureuse croissance économique, l'Afrique subsaharienne a subi les maux de l'intégration en 2015. L'effondrement des cours de produits de base et le ralentissement de l'activité économique des deux plus grands pays de la région (Nigéria et Afrique du Sud) ont contribué à la chute de la croissance de l'Afrique subsaharienne à un niveau jamais vu en plus de 20 ans.

Mais les circonstances évoluent, et depuis 2017, la croissance est repartie à la hausse à la faveur d'un environnement plus propice. La reprise est cependant en demie teinte, et il est difficile de déterminer dans quelle mesure le lent redressement des grands pays



par rapport au reste du monde, à la diminution de ses droits de douane et au renforcement de ses institutions et politiques. Bien que favorablement orienté sur la durée, le commerce intrarégional reste cependant relativement faible par rapport aux pays avancés, et la conjoncture économique demeure difficile.

La croissance a favorisé l'intégration progressive de l'Afrique subsaharienne, mais l'intégration elle-même a eu des effets d'entraînement importants sur

L'interconnexion plus étroite des pays peut les exposer à la bonne fortune des autres, comme à la mauvaise.

affecte encore le reste de l'Afrique subsaharienne. À terme, les pays d'Afrique subsaharienne peuvent tirer parti des relations régionales tout en réduisant au minimum les risques.

Le rôle des échanges commerciaux

L'intégration de l'Afrique subsaharienne est la plus notable sur le plan du commerce, et s'est intensifiée au fil des ans : depuis les années 80, la part des transactions régionales dans le total des exportations a plus que triplé (graphique 2). L'Afrique subsaharienne a maintenant la plus grande part de l'intégration commerciale intrarégionale, devançant le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et les pays émergents et en développement d'Asie.

Cette intégration croissante au fil des décennies est due à la croissance économique plus rapide de la région

la croissance : d'après nos calculs, une augmentation de 5 points de pourcentage en moyenne du taux de croissance pondéré par les exportations des partenaires intrarégionaux va de pair avec une progression d'environ 0,5 % de la croissance d'un pays d'Afrique subsaharienne standard. Constat intéressant et conformément aux parts comparables du commerce intrarégional, les retombées commerciales semblent similaires à celles des autres pays émergents et en développement.

Il faut cependant préserver un optimisme prudent quant à l'intégration de l'Afrique subsaharienne —, car la plupart des signaux indiquent que l'intégration complète du continent mettra longtemps à se concrétiser.

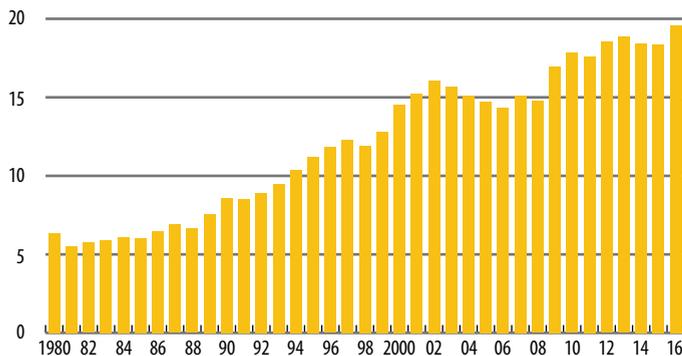
De nos jours, le commerce intrarégional est pour l'essentiel très concentré. Dix pays d'Afrique subsaharienne représentent 65 % de la demande totale d'exportations intrarégionales, et en tant que destination

Graphique 2

Envolée des exportations

La part des exportations régionales dans le total des exportations de l'Afrique subsaharienne a plus que triplé en quelques décennies.

(commerce régional en pourcentage du commerce total)



Sources : FMI, base de données Direction of Trade Statistics ; FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale ; calculs des services du FMI.

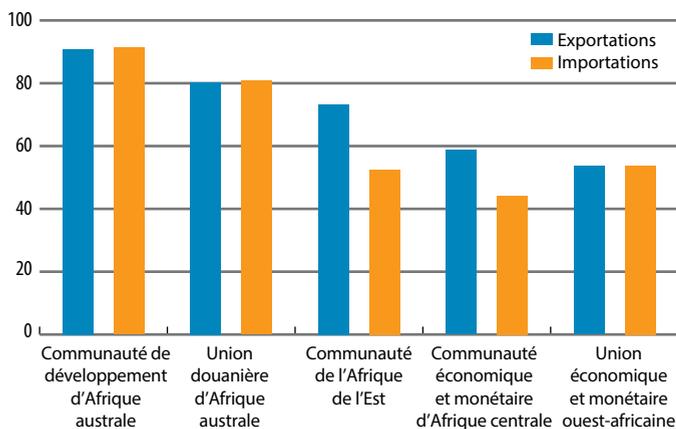
Note : calculs fondés sur les moyennes pondérées pour chaque année.

Graphique 3

Commerce sous-régional

Les échanges au sein des zones monétaires et d'autres groupements régionaux constituent la majeure partie du commerce au sein de l'Afrique subsaharienne.

(exportations sous-régionales en pourcentage des exportations vers l'Afrique subsaharienne)



Sources : FMI, base de données Direction of Trade Statistics ; calculs des services du FMI.

de la majeure partie du commerce intrarégional, ils peuvent avoir les plus grandes retombées régionales. Ils comprennent de grands pays tels que l'Afrique du Sud et ses pays voisins, la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo, mais, fait surprenant, pas l'Angola et le Nigéria, dont les importations proviennent du reste du monde.

Il y a d'autres petits foyers d'intégration intrarégionale intensive, mais la part des importations est relativement faible comparée à celle des acteurs majeurs et au total des exportations intrarégionales subsahariennes. Les foyers d'intégration

intrarégionale intensive sont en général plus petits et importent une part importante du PIB de leurs voisins, et peuvent donc avoir une incidence importante au niveau sous-régional. C'est en particulier le cas des pays d'Afrique de l'Ouest tels que le Burkina Faso, le Ghana et le Mali, qui sont de gros marchés destinataires d'exportations valant plus de 1 % du PIB de certains de leurs partenaires commerciaux.

L'étude approfondie de la distribution géographique du commerce en Afrique subsaharienne met en évidence une concentration sous-régionale considérable. Le commerce au sein de l'Union douanière de l'Afrique australe (SACU) représente à lui seul la moitié du commerce intrarégional de l'Afrique subsaharienne. De plus, pour la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et la SACU, le commerce au sein de ces régions représente plus de 70 % du commerce intrarégional de leurs pays membres. Le commerce entre les régions de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) représente environ 50 % de leur commerce intrarégional (graphique 3). En valeur absolue, la SADC et la SACU représentent, respectivement, 70 % et 50 % du total du commerce de l'Afrique subsaharienne (graphique 4).

La prévalence du commerce entre pays voisins en Afrique subsaharienne s'explique par le fait que la distance et les différences socioculturelles font obstacle au commerce bilatéral — autrement dit, il est d'autant plus difficile d'échanger des biens avec un pays donné que la distance avec la sous-région du pays d'origine est grande. En fait, bien que ce soit un phénomène universel, ces obstacles sont encore plus nombreux en Afrique subsaharienne que dans le reste du monde. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que l'essor du commerce avec les pays voisins ait donné une forte impulsion aux échanges régionaux. Près de la moitié de la croissance du commerce régional au cours de la période 1980–2016 découle de ce type d'intégration commerciale — trait particulièrement marqué dans la CAE et la SADC.

Les tendances générales de l'intégration reflètent non seulement la proximité géographique, mais aussi les contraintes infrastructurelles de même que l'impact des accords commerciaux régionaux et de la baisse des barrières non tarifaires au sein des sous-régions. Le commerce entre les sous-régions étant sous-développé, il comporte le plus de potentiel en vue d'une future intégration. À cet égard, l'accord sur la Zone de libre-échange continentale signé par les pays africains pourrait déclencher une nouvelle vague d'intégration encore plus approfondie.

Une autre raison majeure de l'intégration intrarégionale en Afrique subsaharienne est sa richesse en

ressources naturelles. Il apparaît que le poids des ressources naturelles épuisables d'un pays dans son économie a une forte incidence sur la nature de ses échanges.

Les pays pauvres en ressources naturelles sont très exposés à la demande régionale : les exportations intrarégionales représentent 7 % du PIB, soit 30 % du total des exportations en moyenne. Le même schéma se retrouve dans le cas des pays riches en ressources naturelles hors pétrole, mais à un légèrement moindre degré.

Le cas des pays exportateurs de pétrole est cependant différent. Et cette différence est énorme : les exportations des pays producteurs de pétrole vers le reste du monde équivalent en moyenne à 25 % du PIB, alors que les exportations intrarégionales n'en représentent que 1,5 %. Ces pays sont donc à l'abri des retombées au niveau régional, mais davantage exposés au niveau mondial.

Des facteurs complexes à l'œuvre

L'intégration commerciale ne se construit pas dans le vide. Des motifs similaires à ceux qui promeuvent et renforcent le commerce intrarégional renforcent aussi les liens financiers intrarégionaux. Les banques établies en Afrique subsaharienne ont développé leurs liens financiers régionaux depuis 2007, lorsque les banques européennes et américaines ont quitté la région à la suite de la crise financière mondiale. Par ailleurs, grâce au développement financier et technologique, il coûte moins cher de transférer des fonds dans l'ensemble de la région, d'où l'accroissement des flux d'envois de fonds. Dans certains pays, cela peut représenter une part non négligeable du PIB.

Les orientations de la politique budgétaire peuvent avoir des retombées au-delà des frontières sur les prix et les investissements dans les pays pratiquant le libre-échange ou dans un contexte de frontières poreuses. Ces nouveaux modes de transmission sont de plus en plus courants, à l'instar des flux commerciaux, mais demeurent contenus au niveau sous-régional encore aujourd'hui.

À moyen terme, l'intégration croissante de ces divers secteurs va déboucher sur un marché plus vaste pour les entreprises, les institutions financières et les exportateurs qui pourront nouer de nouvelles relations avec des clients au-delà des frontières. Cela signifie aussi que les institutions financières seront plus à même d'offrir leurs services aux clients mal desservis ou exclus et que les travailleurs expatriés auront plus de possibilités d'envoyer des fonds à leur famille restée au pays.

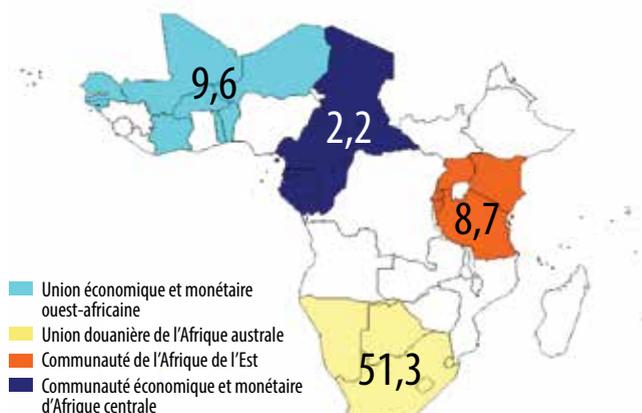
L'Afrique subsaharienne est encore un continent doté d'un énorme potentiel. Son intégration se limite encore à la dimension sous-régionale, et peut donc être améliorée. Le récent accord sur la Zone de libre-échange continentale devrait accentuer cette tendance, s'il est mis en œuvre vigoureusement.

Graphique 4

Commerce entre pays voisins

La proximité et les similarités culturelles et linguistiques expliquent la prévalence du commerce intrarégional en Afrique.

(exportations régionales en pourcentage du total des exportations vers l'Afrique subsaharienne)



Sources : FMI, base de données Direction of Trade Statistics ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

L'accord sur la Zone de libre-échange continentale signé par les pays africains pourrait déclencher une nouvelle vague d'intégration encore plus approfondie.

Cependant, la perspective de chocs économiques devrait inciter les décideurs à redoubler d'efforts pour faire face aux risques de retombées. Il faut des stratégies de transformation structurelle pour promouvoir la diversification et prévenir les retombées d'une dépendance excessive dans un trop petit nombre de produits et de partenaires. L'approfondissement de réseaux commerciaux, encouragé dans l'accord sur la Zone de libre-échange continentale, est hautement positif, car ils peuvent aider les pays à échanger un plus grand nombre de produits avec des partenaires plus variés. Il importe que les pouvoirs publics prennent des mesures de précaution préventives et surveillent et réglementent les liens transfrontaliers, par exemple dans le secteur bancaire et financier, pour garantir le développement et la stabilité du système. **FD**

FRANCISCO ARIZALA est économiste au département Afrique du FMI, **MATTHIEU BELLON** est économiste au département des finances publiques du FMI et **MARGAUX MACDONALD** est économiste au département des études du FMI.

Cet article s'inspire de la note du FMI sur les effets de contagion intitulée « *Regional Spillovers in Sub-Saharan Africa—Exploring Different Channels* » de Francisco Arizala, Matthieu Bellon, Margaux MacDonald, Montfort Mlachila et Mustafa Yenice.